

Le point de vue d'un philosophe

ENTRETIEN AVEC **Patrick Viveret**, PROPOS RECUEILLIS PAR **Sarah Feuillette**

DANS **EcoREV'** 2011/3 N° 38 , PAGES 78 À 80

ÉDITIONS **ASSOCIATION EcoREV'**

ISSN 1628-6391

DOI 10.3917/ecorev.038.0078

Date de mise en ligne : 08/11/2024

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-ecorev-2011-3-page-78?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association EcoRev'.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le point de vue d'un philosophe.

Entretien avec Patrick Viveret

Patrick Viveret, philosophe, a notamment été conseiller à la Cour des comptes, et chargé sous le gouvernement Jospin d'une mission visant à redéfinir les critères et les indicateurs de richesse. Impliqué dans plusieurs mouvements internationaux de réflexion et d'expérimentation touchant la question du sens et de la monnaie, il est le fondateur de l'Observatoire de la décision publique et est l'auteur du rapport et du livre Reconsidérer la richesse. A partir de la question initiale de la valeur de la biodiversité, Patrick Viveret développe son point de vue.

On rencontre cette question sur la valeur dans tous les domaines. Pour moi, il faut la considérer sous deux aspects : la question de fond et le contexte.

Les questions sur la valeur économique devraient être déterminées par celles sur la valeur éthique

Pour ce qui concerne la question de fond, la définition économique de la valeur devrait constituer un sous-ensemble d'une théorie plus globale de la valeur. Celle-ci signifie au sens étymologique du terme les forces de vie et la contre-valeur est ce qui est susceptible de détruire les forces de vie. Ce sous-ensemble de l'économie devrait être surdéterminé par les richesses écologiques et humaines, ainsi que par l'espace démocratique, qui doit être déterminant pour débattre de la hiérarchie des valeurs, ce qui représente un choix de société essentiel. Dans ce sous-ensemble, il n'est pas grave que la valeur ait des caractéristiques réductrices, à partir du moment où elle n'entre pas en contradiction avec le système global. Prenons l'exemple de l'air et de l'eau. Si on définit la valeur comme "force de vie" ce sont deux ressources vitales, deux valeurs essentielles. Mais si le système économique, pour qui la valeur concerne uniquement ce qui est rare et cher, devient déterminant, alors il va "dévaloriser" ces ressources et ne leur donner de valeur que s'il faut les assainir par exemple suite à une pollution.

En d'autres termes, je ne récuse pas la possibilité qu'il y ait un sous-système

économique de la valeur, à condition qu'il soit articulé au système global et que les deux soient hiérarchisés. A cette condition, il n'est pas forcément question d'opposer la valeur éthique, intrinsèque, à la valeur économique, basée sur l'utilité.

Cependant notre société a perdu le contact avec le réel...

La question du contexte est liée à la nature des représentations dominantes dans nos sociétés. Nous vivons dans des sociétés qui ont tellement perdu contact avec le réel que la quantification, en particulier monétaire, est devenue une modalité construite pour prétendre retrouver le rapport au réel. Au-delà du fait que le chiffre est un symbole, le chiffre monétaire est une convention très particulière. En effet, les unités monétaires n'ont pas les caractéristiques d'universalité ni de stabilité des autres unités (le temps, la distance, le poids...).

C'est au contraire une unité de compte en variabilité permanente et d'une grande diversité.

Le phénomène est encore aggravé par le fait qu'on attribue une valeur propre à cette unité de compte !

Il me semble révélateur que la monnaie soit difficile à définir en termes économiques, et qu'elle soit essentiellement décrite à travers la description de ses trois fonctions (unité de compte, moyen de change et réserve de valeur). Fonctions qui

se contredisent, puisqu'une unité de compte devrait être la plus stable et universelle possible, donc neutre. Prétendre qu'une unité de compte a de la valeur et est une réserve de valeur est en soi contradictoire. Imaginez une bourse de la valeur du mètre, des heures, des minutes ! Ce serait le chaos !

Ce décalage de l'économie par rapport au réel est démultiplié par la financiarisation. L'économie spéculative joue sur les différents taux de change (cela représente 97% des transactions quotidiennes dans le monde !), avec des comportements d'acteurs qui changent chaque minute (l'unité de temps à la bourse, c'est le quart de seconde, pendant lequel il peut s'échanger plusieurs centaines de millions d'euros) : elle est aux prises avec une représentation hors sol, totalement décalée par rapport au réel, et dont aucun être humain n'est capable de maîtriser les processus (il s'agit de logiciels construits sur des modèles mimétiques de probabilité). Ce système provoque des emballements ou des mimétismes dépressifs, et ne permet évidemment pas d'arbitrer de façon sereine sur la question des richesses réelles.

Le Wall Street Journal reconnaît lui-même que la bourse ne connaît que deux états, l'euphorie et la panique. Or il s'agit là d'un état pathologique qu'on appelle en psychiatrie la psychose maniaco-dépressive ! Et que faut-il faire avec des maniaco-dépressifs en perte de contact

“ (...) la bourse ne connaît que deux états, l'euphorie et la panique. Or il s'agit là d'un état pathologique (...) ”

avec la réalité ? On les place sous tutelle ou sous curatelle...

Tel est le contexte : le cœur de nos systèmes sociaux est surdéterminé par l'économique, lui-même surdéterminé par la finance qui est en fait caractérisée par un phénomène pathologique de type mania-codépressif !

Si on replace la question de fond que j'ai abordée au départ en lien avec ce contexte, tout en tenant compte du fait que les marchés financiers ne sont pas les seuls malades du système (puisque'on fait croire au peuple que l'économie c'est le réel et que le chiffrage monétaire est une bonne représentation de la réalité), on obtient des sociétés toxicomanes du chiffrage monétaire. Non seulement la partie hautement malade n'est ni contenue ni soignée (ces malades ne sont pas interdits de jeu dans les marchés financiers comme c'est le cas au casino) mais en plus on prétend faire fonctionner l'ensemble du système social structuré par cette maladie (on nous dit par exemple qu'il faut avant tout "rassurer les marchés").

Finalement, il s'agit d'un phénomène religieux par rapport auquel les gens sont massivement crédules. Paul Krugman comparé d'ailleurs les programmes d'austérité actuels au système de sacrifice humains des Mayas..

Plutôt que de couper la communication, parler le langage du malade en vertu d'une éthique de responsabilité...

La difficulté c'est que si j'essaye de m'extraire de cette pathologie dominante au nom de fondamentaux éthiques, je peux toujours déclarer dans mon coin que la valeur de la nature ou des humains n'a rien à voir avec la monnaie ou la quantification : je ne serai pas pris au sérieux et "les choses sérieuses" se discuteront sans moi. Pour ne pas tomber dans ce piège, il faut garder le cap de la stratégie transformatrice sur la question de fond, l'articulation de la valeur entre éthique,

démocratie et économie, mais tout en trouvant des éléments de langage commun avec les acteurs qui ne raisonnent qu'en termes économiques.

En d'autres termes, si ces acteurs sont persuadés que la seule façon d'exprimer une réalité c'est de le faire par un chiffrage monétaire, en rétorquant que c'est inacceptable ou absurde on coupe la communication. Il est bien plus efficace, pour leur faire découvrir le caractère absurde ou contreproductif de ce chiffrage, d'utiliser leur langage et de leur faire comprendre en termes monétaires que quelque chose ne tourne pas rond.

Prenons le rapport Stern sur le climat, qui chiffre monétairement les conséquences de l'inaction. Il est peut-être contestable du point de vue théorique mais il a une utilité certaine en permettant aux climatologues d'être entendus par les économistes et les politiques ; il les oblige à constater, sur leur propre terrain, qu'il y a un problème, qu'ils vont perdre plus d'argent à moyen terme s'ils ne font rien que s'ils agissent.

Ainsi, en se plaçant dans une éthique de responsabilité et pas seulement de conviction, on accepte de faire un bout de chemin sur le terrain de la monétarisation de la biodiversité, en ayant à l'esprit que l'objectif ultime est bien de réencasterner tout cela dans une vision cohérente et unifiante de la valeur comme force de vie.

La quantification comme finalité bafoue la démocratie et revient à "chercher la clef sous le réverbère" !

Je voudrais ajouter une considération concernant le débat entre qualité et quantité. Personnellement, je défends la thèse que la quantification est un outil au service de la qualification et non l'inverse. Plus on va vers l'essentiel, moins on peut chiffrer (par exemple comment chiffrer l'amour ?) : la quantification est de plus en

plus impuissante à exprimer la valeur. Si la quantification, qui ne prend sens que dans certains contextes, devient une finalité, alors on dérape et on met en cause le processus démocratique. En effet si la quantification était suffisante, il suffirait de mettre la société en pilotage automatique sur la base d'un logiciel. La démocratie, au contraire, est un processus qualifiant, puisqu'il s'agit de délibérer sur ce qui a de la valeur, de hiérarchiser entre ce qui compte le plus et le moins. Certes cette délibération peut être nourrie par des outils quantitatifs, tant qu'ils sont conservés au rang d'outils, non de finalité. Ainsi, l'évaluation de politiques publiques n'a de sens que dans un processus démocratique et ne peut être confondue avec du contrôle ou de la simple mesure. Trop souvent, on quantifie ce qui est facilement quantifiable, ce qui revient à l'histoire du bonhomme qui cherche sa clef sous le réverbère, même s'il l'a perdue ailleurs, puisque c'est éclairé. Cela me conduit à préconiser, comme mesure politique première, la mise sur pied

|| *l'évaluation de politiques publiques n'a de sens que dans un processus démocratique et ne peut être confondue avec du contrôle ou de la simple mesure*

d'un "audit des vraies richesses". Interroger les gens sur les vraies richesses et ce qui les détruit permettrait de se reconnecter à la réalité et d'appuyer d'autres politiques publiques.

Propos recueillis par Sarah Feuillette

